

Forte mobilisation des étudiants chiliens pour une éducation publique et gratuite

Buenos Aires Correspondante

Seize mois après son accession au pouvoir, la popularité du président Piñera est tombée à 26 %



Pour la neuvième fois en moins de trois mois, des dizaines de milliers d'étudiants sont de nouveau descendus dans les rues de Santiago et dans celles de plusieurs villes du Chili, mardi 9 août, pour réclamer une éducation publique et gratuite. Ce sont les manifestations les plus importantes depuis le retour de la démocratie en 1990.

Comme lors des marches précédentes, celle de mardi avait débuté dans une atmosphère festive, jusqu'à ce que des affrontements violents éclatent entre manifestants et forces de l'ordre. Plusieurs centaines de personnes ont été interpellées.

Les organisateurs dénoncent l'infiltration de provocateurs. " *Nous condamnons les actes de violence* ", explique Camila Vallejo, la présidente de la Fédération étudiante de l'université du Chili (Fech). " *Nous ne sommes pas maîtres du pays, mais nous pouvons être maîtres de notre futur* ", ajoute Camila qui, à 22 ans, est la dirigeante la plus médiatique du mouvement étudiant. Le gouvernement de droite de Sebastian Piñera rétorque que ce mouvement a été " *recupéré* " et montre du doigt, sans le nommer, le petit Parti communiste où militent des étudiants et des professeurs.

La fronde, qui réunit collégiens et universitaire, a reçu l'appui des syndicats de la fonction publique et des travailleurs du cuivre, moteur de la prospérité chilienne, signe d'un mécontentement social qui s'est généralisé contre le président Piñera, seize mois après son arrivée au pouvoir. La popularité du chef de l'Etat, entrepreneur milliardaire et premier président de droite élu depuis près d'un demi-siècle au Chili, est tombée à 26 %.

La majorité des Chiliens approuve les revendications des étudiants et souhaite que l'Etat reprenne en charge l'éducation, largement privatisée par la dictature du général Augusto Pinochet (1973-1990).

Au Chili, toutes les universités, même publiques, sont payantes. Pour financer leurs études, 70 % des étudiants, qui n'appartiennent pas à l'élite économique, doivent recourir à des prêts bancaires qu'ils mettent des années à rembourser dès leur premier emploi. " *L'éducation n'est plus un mécanisme de mobilité sociale au Chili, mais son contraire : un système de reproduction des inégalités sociales* ", souligne Mario Garces Duran, directeur d'une ONG.

Vingt ans de frustrations

" *Si le gouvernement ne nous donne pas une réponse, nous exigerons un plébiscite pour que les citoyens décident du futur de l'éducation* ", précise Camila Vallejo. Le président de la Centrale unitaire des travailleurs (CUT), Arturo Martinez, demande lui aussi un plébiscite. Il appelle à une grève générale les 24 et 25 août.



Mardi 9 août, à Santiago. Les responsables de la manifestation étudiante ont dénoncé l'infiltration de provocateurs.

SAAVEDRA/REUTERS



Mardi 9 août, à Santiago. Les responsables de la manifestation étudiante ont dénoncé l'infiltration de provocateurs.

SAAVEDRA/REUTERS

Les étudiants ont rejeté les propositions, jugées insuffisantes, du gouvernement. Ils exigent que le droit à une éducation publique gratuite et de qualité soit inscrit dans la Constitution. Celle-ci, imposée en 1980 par le général Pinochet, est toujours en vigueur avec quelques retouches.

Les quatre gouvernements de la Concertation de centre-gauche qui se sont succédé depuis le retour de la démocratie ont maintenu le modèle libéral à l'origine de la croissance chilienne. Ils n'ont pas corrigé les inégalités du système éducatif. En 2006, la révolte des " pingouins " - nom donné aux collégiens portant des uniformes bleu marine et des chemises blanches - avait ébranlé le gouvernement de la socialiste Michelle Bachelet. Les sondages indiquent que la majorité des représentants de la Concertation est tout aussi impopulaire que M. Piñera.

Depuis vingt ans, les frustrations se sont accumulées. M. Piñera est confronté à une grogne explosive. Les concerts de casseroles se sont multipliés, en particulier dans la commune de Ñuñoa, enclave de la classe moyenne à Santiago. Les écologistes s'opposent à un projet de construction de cinq barrages hydroélectriques en Patagonie. Quelque 50 000 travailleurs de la Corporation nationale du cuivre du Chili (Codelco) ont fait grève, le 11 juillet, le jour du 40e anniversaire de la nationalisation du cuivre par le président Salvador Allende. Les sinistrés du tremblement de terre de février 2010 se plaignent des lenteurs de la reconstruction.

La popularité du chef de l'Etat avait atteint le chiffre record de 84 % après le sauvetage médiatique, en octobre 2010, des trente-trois mineurs ensevelis dans une mine du désert d'Atacama.

Au milieu des préparatifs de la commémoration du premier anniversaire de ce sauvetage, trente et un d'entre eux ont porté plainte, le 16 juillet, contre l'Etat chilien pour négligence dans le contrôle des normes de sécurité des mines. Ils réclament des indemnités de près de 400 000 euros chacun.

Christine Legrand

© Le Monde

◀ **article précédent**

Quand l'ancien ministre taliban de la...

article suivant ▶

Inauguration discrète du premier...